

Canada

Regard sur le monde

NUMÉRO 28 • HIVER 2006

Le Nouveau Monde, notre monde

Le Canada dans les Amériques



- L'influence du Canada en Haïti
- Les puissances économiques d'Amérique du Sud



Affaires étrangères
Canada

Foreign Affairs
Canada

Canada

Au sujet de **Canada** — **Regard sur le monde**

Canada — Regard sur le monde donne un aperçu des questions de politique étrangère dans une perspective canadienne et traite des initiatives et contributions du gouvernement du Canada dans le domaine des affaires internationales. *Canada — Regard sur le monde* est un magazine trimestriel publié en français et en anglais par Affaires étrangères Canada.

Les opinions exprimées par les collaborateurs nommés dans la présente publication ne sont pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Mary Gooderham
Directrice de la rédaction

Pour nous joindre :

Canada — Regard sur le monde
Affaires étrangères Canada
125, promenade Sussex, BCS C-2
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Télécopieur : (613) 992-5791
Courriel : canada-magazine@international.gc.ca

Message aux abonnés :

Aidez-nous à tenir nos dossiers à jour. Si vous déménagez, recevez plus d'un exemplaire de *Canada — Regard sur le monde* ou souhaitez annuler votre abonnement, faites les corrections voulues en lettres moulées sur votre étiquette d'adresse (couverture arrière) et retournez-la-nous par la poste ou par télécopieur. N'oubliez pas d'indiquer votre numéro d'abonné à huit chiffres.

Abonnement en ligne :

Le magazine *Canada — Regard sur le monde* est publié à www.international.gc.ca/canada-magazine, où il est aussi possible de s'abonner en direct pour le recevoir par courriel.

Abonnement par la poste :

Pour recevoir gratuitement des exemplaires de ce magazine ou d'autres publications d'AEC par la poste, adressez-vous au :
Service de renseignements (SXCI)
Affaires étrangères Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Téléphone : 1 800 267-8376 (sans frais)
ou (613) 944-4000
Télécopieur : (613) 996-9709
Courriel : enqserv@international.gc.ca

Notre couverture

En 2001, Christian Marroquin, alors âgé de deux ans, posait avec les drapeaux canadien et péruvien dans le jardin de son domicile, à Pajonal Bajo, une localité du Sud du Pérou, détruite par un tremblement de terre en 1996. L'entraide universitaire mondiale du Canada, avec le concours de l'Agence canadienne de développement international, a apporté son soutien à la reconstruction de cette localité, notamment en rétablissant l'approvisionnement en eau potable.

photo : Greg Kinch/ACDI-CIDA

Page courante

Un musicien joue de la flûte traditionnelle au carnaval d'Oruro, en Bolivie, village minier de la région de l'Altiplano.

photo : PC (Marco Simoni)

ISSN 1491-4573

Postes Canada, convention n° 40064047

DANS CE NUMÉRO



Point de vue : Un monde meilleur.....	3
Article vedette : Regard sur les Amériques.....	5
Le Canada et l'OEA.....	8
Culture : Ces mondes qui nous habitent.....	10
Chanter l'espoir.....	11
Diplomatie : Sensibilité latine, crédibilité canadienne	12
Liens familiaux.....	13
Dépêches : Paradis perdu	14
Sciences et technologie : Connexion pour tous.....	15
Commerce et investissement : Perspectives de croissance	16
Jeunesse : Apprendre avec Maple Bear.....	17
Trouver un terrain d'entente	18
En bref : La DART apporte un soulagement au Pakistan	19
Sur des assises solides	19
Chroniques cubaines.....	20

UN MONDE MEILLEUR

Michaëlle Jean est devenue gouverneure générale du Canada le 27 septembre 2005. M^{me} Jean a fait une carrière remarquable et diversifiée comme professeure de langues, journaliste et commentatrice sociale à la télévision québécoise, tout en se consacrant à la cause des nécessiteux, notamment des femmes et des enfants en péril. Née en République d'Haïti, qu'elle a fuie dès l'enfance, en 1968, pour se réfugier au Canada avec sa famille, M^{me} Jean apporte une perspective unique à la fonction de gouverneure générale, par laquelle elle représente les Canadiens et le Canada auprès du reste du monde. Voici des extraits de son discours d'installation.



photo : Sgt Eric Jolin, Rideau Hall

Je tourne en votre présence une page importante de ma propre histoire et j'entreprends cette nouvelle aventure avec espoir et conviction.

Car l'espoir a éclairé tout mon parcours d'enfant et d'adulte et s'est incarné dans ce pays aux possibilités illimitées que, il faut bien l'avouer, l'on tient parfois pour acquis. Depuis la petite fille née dans un autre pays « barbelé de pied en cap », pour reprendre l'expression si forte de mon oncle le poète haïtien en exil René Depestre, celle qui a vu ses parents, sa famille, ses amis aux prises avec les horreurs d'une dictature sans merci, jusqu'à la femme qui se tient devant vous aujourd'hui, c'est tout un apprentissage de la liberté qui a vu le jour.

Je sais à quel point cette liberté est précieuse et quel héritage fabuleux elle représente pour chaque enfant et chaque citoyen de ce pays. Moi dont les ancêtres étaient des esclaves,

moi qui suis issue d'une civilisation longtemps réduite aux chuchotements et aux cris de la douleur, j'en connais le prix et je reconnais en elle notre plus grand trésor collectif.

Je demeure convaincue que chaque Canadienne, chaque Canadien, est riche de cette liberté et défierait quiconque voudrait la lui enlever. De Signal Hill à l'île de Vancouver, de la terre de Baffin à Thetford Mines, cette terre de liberté est nôtre et nous unit toutes et tous. Cette liberté a marqué notre histoire et notre territoire de son souffle, florissant comme nos étés et fort comme nos hivers. Elle a façonné cet esprit d'aventure que j'aime par-dessus tout dans ce pays et qui permet à chacune et à chacun d'entre nous de participer pleinement à son édification.

Il y a plus de quatre siècles, cet esprit d'aventure pousse des femmes et des hommes à franchir l'océan pour découvrir ailleurs un monde nouveau. C'est aussi lui qui amène des

La 27^e gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, prononce son discours d'installation au Sénat, à Ottawa, le 27 septembre 2005.

M^{me} Jean, son conjoint, Son Excellence Jean-Daniel Lafond, et leur fille, Marie-Eden, au Sénat.



photo : Sgt Eric Jolin, Rideau Hall

peuples autochtones à leur communiquer le génie de ces terres généreuses. C'est encore lui qui conduit les gens des quatre coins du monde à venir ici prendre part à nos projets d'avenir ou recommencer leur vie à l'abri de la tyrannie et de la violence. C'est toujours lui qui incite nos artistes, nos chercheurs, nos forces du maintien de la paix et nos institutions à propager notre savoir-faire et notre message d'espoir. Nous sommes aujourd'hui la somme de toutes ces aventures.

Nous avons lieu de croire que tous les possibles sont permis en ce pays. Ma propre aventure représente pour moi et pour d'autres une étincelle d'espoir que j'aimerais entretenir pour le plus grand nombre.

Je sais que notre planète est fragile, et des catastrophes naturelles comme celle qui a sévi dernièrement chez nos voisins nous le rappellent brutalement. Nous avons vu tant de personnes perdre leurs biens. Puis, comme c'est universellement le cas dans de telles circonstances, nous avons vu émerger des segments entiers d'une population, parmi les plus démunis, celles et ceux qui n'avaient nulle part où aller. Dépossédés, sans repères, confrontés à la dévastation, voire au désarroi. Des images comme celles-ci, nous en avons vu en provenance du Darfour, d'Haïti, du Niger. Voilà que cette fois-ci, c'était la Nouvelle-Orléans, dans les marges d'une société d'abondance.

D'autres changements surviennent et nous rendent perplexes. La redéfinition des frontières et la violence qui parfois l'accompagne, l'ouverture des marchés, la rapidité et la convergence des moyens de communication font que la carte du monde se modifie de jour en jour sous nos yeux et que des pays s'interrogent sur la place qu'ils y tiennent.



M^{me} Jean et la secrétaire d'État des États-Unis, Condoleezza Rice, lors de leur rencontre à Rideau Hall, le 25 octobre 2005.

L'enjeu est de taille : il s'agit de participer à la fois à un mouvement de mondialisation et à la protection de signes qui enrichissent l'humanité de notre propre rapport au monde.

Le métier de journaliste, que j'ai pratiqué avec passion et conviction, m'a permis d'être le témoin privilégié de bien des bouleversements et de cette ouverture sans précédent sur le monde. Sachez que j'entends rester à l'écoute et que ma curiosité reste vive. J'estime que nous sommes à un point tournant de l'histoire des civilisations et que notre avenir repose plus que jamais sur celles et ceux qui nous forcent à imaginer le monde de demain. Ces femmes et ces hommes qui déploient aujourd'hui les multiples facettes de nos possibilités. Qui gravent dans notre mémoire la mesure de nos aspirations. Qui nous tendent un miroir où se révèle l'écart entre ce que nous sommes et ce que nous aspirons à être.

Il est une phrase de Montesquieu, ce philosophe du siècle des lumières, qui résonne beaucoup en moi. Elle dit que « le devoir du citoyen est un crime lorsqu'il fait oublier le devoir de l'homme ». J'ajouterais, évidemment, de la femme, puisque nous aimons être nommées à part entière. Cette phrase m'inspire et me reconforte à la manière d'un rempart contre la barbarie qui afflige tant de peuples en ce monde. Elle me rappelle aussi la chance que nous avons toutes et tous d'être citoyennes et citoyens d'un pays qui ne craint pas de faire reculer les préjugés et dont la générosité est notre plus bel étendard dans le concert des nations.

Je souhaite de tout mon cœur que nous missions ensemble sur la vigueur de notre histoire collective pour réaliser notre vœu le plus cher, mais le plus ambitieux, d'un monde meilleur. 🍁

Lire le texte intégral du discours d'installation de la gouverneure générale Michaëlle Jean à www.gg.ca.



Une aventure débute : M^{me} Jean et M. Lafond quittent la colline du Parlement en landau.

REGARD SUR LES AMÉRIQUES

Les liens symboliques, politiques, commerciaux, interpersonnels et culturels du Canada avec l'Amérique latine et les Caraïbes ne cessent de s'épanouir.

Un soir de mai à Cajamarca, au Pérou, à la fin d'un spectacle de danse latine, une troupe péruvienne avait réservé une petite surprise aux visiteurs canadiens. Les danseurs se sont en effet avancés sur le devant de la scène pour dérouler ce qui, à première vue, semblait être un drapeau canadien. Or, il s'agissait plutôt du drapeau péruvien, avec ses bandes verticales rouges et blanches, mais, en lieu et place des armoiries du pays, figurait une feuille d'érable canadienne : une synthèse parfaite des deux drapeaux.

C'est un geste qui n'est certainement pas passé inaperçu aux yeux de Denise Brown, qui dirigeait ce soir-là un groupe d'étudiants et de professeurs de l'Université de Calgary, en qualité de directrice du programme d'études latino-américaines de cet établissement. « Cela a créé un véritable rapprochement », déclare celle dont les étudiants effectuent un voyage d'étude annuel en Amérique latine.

Et à mesure que s'épanouissent les liens du Canada avec les cultures dynamiques de la région des Amériques, qui compte plus de 500 millions d'habitants, les expériences de ce genre se multiplient. Cette région, qui comprend l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud ainsi que les Antilles, ouvre de nouvelles perspectives de partenariats fructueux.

À l'heure actuelle, le Canada, qui œuvre depuis longtemps en faveur des droits de la personne, de la démocratie et de la réduction de la pauvreté dans cette région au paysage politique complexe, joue un rôle d'instigateur en ce qui a trait aux efforts visant à rétablir la stabilité en Haïti. Il s'attache aussi à renforcer son partenariat avec la grande puissance économique de la région, à savoir le Brésil, en plus de promouvoir la gouvernance dans l'ensemble des Amériques.

« Ces pays font partie du voisinage », d'affirmer Peter Boehm, sous-ministre adjoint à Affaires étrangères Canada (AEC) et ancien ambassadeur du Canada auprès de l'Organisation des États américains (OEA). Selon M. Boehm, représentant personnel du premier ministre au Quatrième Sommet des Amériques, tenu en novembre dernier, à Mar del Plata, en Argentine, il



photo : FC (Fred Chartrand)

est dans notre intérêt que l'Amérique se porte bien et se démocratise, et nous apportons notre contribution en ce sens par une action résolue et ciblée. »

Des liens solides

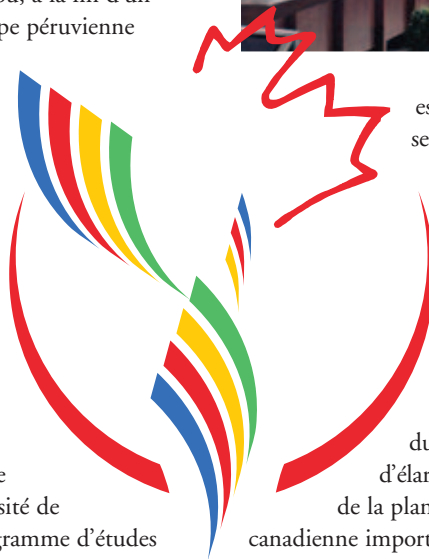
Les Canadiens entretiennent un certain nombre de liens avec la région : historiques, politiques, symboliques, commerciaux, culturels, religieux et interpersonnels. Le projet du premier ministre Lester B. Pearson d'élargir l'aide canadienne à l'ensemble de la planète s'est traduit par une contribution canadienne importante au développement de l'Amérique latine. En 1972, le Canada a accédé à un siège d'observateur permanent à l'OEA et, en 1990, au statut de membre à part entière. À l'époque, avec la disparition de certaines dictatures et à la faveur de la stabilisation de l'économie, la région a noué de nouvelles relations avec son voisin prospère, l'Amérique du Nord, rompant avec une tradition d'alliances axées sur l'Europe et l'Asie. Et, en 2001, le Troisième Sommet des Amériques s'est tenu dans la Ville de Québec.

Le commerce avec la région a depuis connu une forte croissance. En 2004, les exportations canadiennes vers l'Amérique latine et les Antilles se chiffraient à 7,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 26 p. 100 par rapport à l'année précédente. La même année, la région a accueilli plus de 19 p. 100 des investissements canadiens vers l'étranger, ce qui représente environ 5 milliards de dollars.

« Les gouvernements canadiens devraient toujours surveiller de près la situation en Amérique, et cela, pour toutes sortes de raisons, y compris notre intérêt national », fait observer Oakland Ross, correspondant pour l'Amérique latine au quotidien *The Globe and Mail*, dans les années 1980.

Pour sa part, le président du groupe Monarca Property Corp., de Toronto, Neal De Florio, estime que l'Amérique latine recèle un énorme potentiel économique encore inexploité.

Les dirigeants du Quatrième Sommet des Amériques réunis en session plénière à Mar Del Plata, en Argentine, le 5 novembre 2005.



« Il existe certes des divergences politiques et des disparités sociales dans la région, outre une polarisation des dirigeants », concède M. De Florio, dont l'entreprise s'occupe de développement immobilier en Amérique latine, « mais le même phénomène se retrouve sur les autres grands marchés émergents. »

La région doit combler un large éventail de besoins, de manière urgente et sur le long terme.

Au lendemain de catastrophes comme le passage destructeur des ouragans Stan et Wilma, l'automne dernier, en Amérique centrale et au Mexique, le Canada a apporté son aide. Outre une aide financière immédiate du gouvernement fédéral, des organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé canadiens ont collaboré aux efforts de secours par le largage de fournitures d'urgence au Guatemala, notamment des dons d'articles pour bébé et des tentes destinées à servir d'abris temporaires.

Par ailleurs, depuis des décennies, et souvent avec la collaboration de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), des églises, des organismes de défense des droits de la personne et des ONG canadiennes œuvrent au développement de pays comme la Bolivie, le Honduras et Haïti. Grâce à ces efforts, le Canada y jouit d'une bonne réputation, et cela, non seulement pour sa contribution à la construction d'écoles, de cliniques médicales et d'usines de traitement d'eau, mais aussi en raison de valeurs sociales bien enracinées.

« S'agissant de questions comme les droits des Autochtones et des minorités, le bilinguisme et le multiculturalisme, la condition de la femme et les politiques sociales, le Canada est souvent considéré comme un modèle digne d'attention, voire comme une source d'inspiration », affirme pour sa part Victor Armony, immigrant argentin, professeur de sociologie

à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et rédacteur en chef de la *Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes*.

Venir en aide à Haïti

En raison des bouleversements politiques dans la région, l'aide canadienne revêt une importance cruciale. À titre d'exemple, par sa stratégie pangouvernementale d'aide à Haïti, le Canada est désormais un pilier en ce qui a trait aux efforts de soutien à la sécurité, d'aide au développement et d'action diplomatique dans ce pays. Dernièrement, il a exercé un rôle déterminant en versant 29,5 millions de dollars pour aider à la préparation d'élections nationales, outre l'envoi de 300 observateurs électoraux canadiens.

Haïti est le premier bénéficiaire de l'aide canadienne sur le continent américain, notamment en ce qui concerne la santé, l'éducation et l'agriculture.

Par ailleurs, en raison du rôle historique qu'il exerce dans le maintien de la paix à l'échelle internationale, le Canada s'est vu confier la direction des efforts de sécurité en Haïti, pays éprouvé par des années de bouleversements néfastes. Des policiers canadiens, y compris des membres de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), contribuent à former des policiers haïtiens et à reconstruire des postes de police ainsi que des prisons dans le cadre d'une mission des Nations Unies. En ce qui concerne la réforme judiciaire et le rétablissement de l'état de droit, des Canadiens jouent un rôle consultatif auprès du ministère haïtien de la Justice.

Le directeur général des Politiques et de la planification pour le secteur des Amériques à l'ACDI, Darren Schemmer, précise que, étant donné les tensions en Haïti, il est nécessaire de s'attacher, avec prudence, à dégager des consensus. Selon lui, le Canada a « favorisé activement la collaboration entre donateurs afin qu'ils œuvrent ensemble dans un esprit de concertation et de coopération », notamment dans les domaines de l'agroforesterie et de l'enseignement.

L'enthousiasme général suscité par la nomination de la nouvelle gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, qui est à la fois descendante d'esclaves et fille d'exilés haïtiens, a fait ressortir la profondeur des liens qui unissent les deux pays.

M^{me} Jean est devenue le symbole vivant des valeurs canadiennes, et sa nomination montre que les relations entre le Canada et la région sont parvenues à maturité. « La nomination de la gouverneure générale est l'expression de certains des liens qui nous unissent, y compris les liens linguistiques », fait observer John Foster, chercheur principal à l'Institut Nord-Sud d'Ottawa.

La démocratie en marche

L'exemple d'Haïti montre que la stabilité démocratique est essentielle à la réduction de la pauvreté. Dans une région qui se caractérise encore par de profondes inégalités, le Canada concentre une grande partie de ses efforts sur la gouvernance.

Maintenant que la tenue d'élections constitue plus ou moins la norme dans la région, le Canada s'attache à promouvoir le respect de la primauté du droit, une plus grande transparence et la participation des peuples autochtones et des femmes



photo : FC (Jose Luis Magana)

Passage destructeur de l'ouragan Stan : À Ciudad Hidalgo, au Mexique, où le pont reliant le Mexique au Guatemala a été emporté par les eaux, les gens utilisent les anciens rails pour traverser. L'aide canadienne permet aux collectivités de se relever au lendemain des fortes inondations et des glissements de boue provoqués par la tempête d'octobre 2005.



Prêter main-forte : Le capitaine Shawn Courty, du 2^e bataillon, du Royal Canadian Regiment aide un jeune garçon à effectuer un premier tir au panier. Ce panier a été installé par les soldats à un orphelinat de la capitale haïtienne, Port-au-Prince, en juin 2004. La présence du régiment faisait partie de la contribution canadienne à la mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti.

à l'activité politique. « Ce rôle est tout naturel pour nous, souligne M. Boehm. »

Le Canada estime que ces questions revêtent une importance toute particulière pour la région, car la démocratie est indispensable à la croissance économique. D'ailleurs, le thème du dernier Sommet des Amériques, à savoir « Créer des emplois pour lutter contre la pauvreté et renforcer la gouvernance démocratique », est l'expression même de cette réalité.

Sous le signe du commerce

Le Canada est appelé à jouer un rôle de conciliation de plus en plus prépondérant dans la région, notamment en raison de l'impasse dans laquelle se trouve le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) depuis le dernier Sommet. Or, le Canada a pris le ferme engagement de veiller à la réussite de la ZLEA se fondant sur le principe selon lequel un commerce libre et équitable favoriserait la réduction de la pauvreté et lui permettrait de tirer parti de son immense territoire pour livrer concurrence sur les marchés mondiaux, créant ainsi des emplois au pays. Une fois les divergences aplanies, le continent américain pourrait bien s'imposer comme le premier bloc économique mondial.

Au cours du Sommet, 29 pays se sont dits favorables à la relance des négociations sur la ZLEA, tandis que quatre autres ont dit estimer que la conjoncture actuelle n'était pas propice à la libéralisation des échanges. Enfin, un pays a rejeté en bloc ce projet : le Venezuela a plaidé en faveur d'une contre-stratégie, qui consiste à mettre l'accent uniquement sur la coopération entre les pays d'Amérique du Sud.

Pour Ricardo Grinspun, professeur d'économie d'origine chilienne au Centre de recherche sur l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Université York, à Toronto, « l'Amérique latine nécessite des stratégies axées sur le développement humain, les marchés intérieurs et les capacités nationales. [...] La finance et les marchés internationaux jouent certes un rôle à cet égard, mais ils ne sauraient être des fins en soi. »

Un chroniqueur influent du *Miami Herald*, M. Andres Oppenheimer, souscrit quant à lui fermement à l'idée d'une ZLEA. « À l'heure actuelle, la Chine, l'Inde et les pays d'Europe orientale mènent probablement la plus grande campagne de réduction de la pauvreté dans l'histoire de l'humanité, affirme-t-il, et cela, en grande partie en raison de leur ouverture au commerce international. »

Le Brésil, un pays émergent d'une importance prioritaire

Si la coopération multilatérale revêt une importance cruciale sur le continent, les relations du Canada avec certains pays de la région s'avèrent également essentielles. À cet égard, nos relations avec le Brésil figurent en tête des priorités, d'autant que la population et le PIB de ce nouveau géant sont équivalents à la moitié de ceux de l'ensemble de l'Amérique du Sud. Par ailleurs, ce pays fait partie des priorités énoncées dans l'*Énoncé de politique internationale du Canada* (EPI) publié récemment.

« Le Brésil est un acteur important, avisé et influent sur la scène multilatérale, qu'il s'agisse des négociations commerciales internationales, en qualité de dirigeant du Groupe des 20 (G20), ou des opérations de maintien de la paix des Nations Unies », souligne pour sa part M^{me} Florencia Jubany, analyste principale des politiques à la Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL), à Ottawa. « Le Brésil joue en outre un rôle central dans les Amériques et, sur de nombreux points, sa politique étrangère converge avec celle du Canada. »

Selon Jamal Khokhar, directeur général, Amérique latine et Caraïbes, à AEC, le Canada et le Brésil « font non seulement partie du même continent, mais ils partagent aussi les mêmes objectifs et priorités, et surtout les mêmes valeurs ». À ce titre, ils sont l'un pour l'autre des partenaires tout indiqués, ajoute-t-il. « Notre monde se caractérise par l'émergence de nouvelles puissances, et le Brésil est l'une d'elles. Le Canada voit d'un bon œil le rôle de premier plan joué par le Brésil et estime que celui-ci peut apporter une contribution utile en Amérique. »

Le Brésil est le moteur de l'intégration de l'Amérique du Sud, outre ses qualités de médiateur, essentielles en ce qui concerne les difficultés économiques de certains de ses voisins de la région andine (Bolivie, Équateur) et les risques de troubles politiques dans ces pays.

Quartier latin

Pour leur part, les Brésiliens apprécient également la qualité de l'enseignement dispensé dans les établissements canadiens. C'est ainsi que le Canada est la première destination étrangère pour les étudiants brésiliens, auxquels se joignent de plus en plus de jeunes de pays comme la Colombie, le Venezuela ou l'Argentine.



Cap sur l'espoir : Grâce à l'aide canadienne au profit de leur coopérative, des pêcheurs du lac Olomega, près de San Miguel, au Salvador, ont pu acheter de nouveaux bateaux comme celui-ci, baptisé *Fé y Esperanza* (foi et espoir).

« De plus en plus d'étudiants de cette région sont inscrits à mes cours », de dire Andy Hira, spécialiste de l'Amérique latine à l'Université Simon Fraser, à Burnaby, en Colombie-Britannique. « Le fait d'être titulaire d'un diplôme canadien représente à coup sûr un atout pour les étudiants latino-

américains, une clé d'accès au marché du travail [de leur pays]. »

Selon le recensement de 2001, quelque 787 000 personnes originaires d'Amérique du Sud ont désormais le statut de résident permanent au Canada. Cela est attribuable, entre autres facteurs, à la vague de réfugiés qui ont fui les troubles politiques en Argentine et au Chili dans les années 1970 et 1980. S'y ajoute l'arrivée massive d'immigrants originaires de pays des Caraïbes, comme la Jamaïque et la République dominicaine, qui se sont installés dans les grands centres urbains canadiens.

Selon M. Armony, de l'UQAM, les immigrants haïtiens de Montréal se distinguent par leur cohésion et la force de leurs organismes communautaires. Dans le même élan, il précise que les traits linguistiques et religieux qu'ont en commun les Haïtiens et la majorité catholique francophone cimentent leurs liens sociaux. Il ajoute que d'autres immigrants issus des Amériques sont de plus en plus

présents au sein d'autres collectivités. « On voit déjà un plus grand nombre de citoyens d'origine latino-américaine siéger aux conseils scolaires locaux ou participer à la vie politique municipale. »

Andres Mendoza, directeur national du marketing à la société EMI Music Canada, dont le siège est à Toronto, se dit fasciné par la métamorphose de la culture latine au Canada, où des artistes de différents pays latino-américains se regroupent. « En raison de cette interaction entre les cultures, la musique latine créée au Canada est unique en son genre, explique-t-il, lui qui vient du Chili. »

À cela s'ajoutent les artistes originaires des Caraïbes. En effet, la saxophoniste canadienne Jane Bunnett a noué une multitude de liens avec des musiciens cubains, avec qui elle a réalisé une dizaine d'enregistrements de jazz et fait de nombreuses tournées.

Cuba, une autre façon de faire

En 2005, le Canada et Cuba ont célébré 60 années de relations diplomatiques officielles. S'agissant des pays en développement, la ténacité et l'indépendance de Cuba ont de quoi susciter le respect. « D'une certaine manière, l'influence de Cuba est supérieure à son poids réel », de déclarer John Kirk, professeur d'études cubaines au département d'espagnol de l'Université Dalhousie, à Halifax.

M. Kirk souscrit à l'orientation adoptée par le Canada, qui consiste à maintenir ses relations avec cet État insulaire, contrairement à la politique d'isolement pratiquée par les États-Unis. « Les ONG et les églises canadiennes y réalisent un travail très constructif, ajoute-t-il. »

De nos jours, le Canada ne ménage pas ses efforts dans la conduite de ses relations avec ce pays, des liens devraient se

Le Canada et l'OEA

Membre de l'Organisation des États américains (OEA) depuis 15 ans, le Canada a su y faire sentir son influence.

Lorsque le Canada est passé du statut d'observateur permanent à celui de membre à part entière de l'OEA en 1990, on craignait dans certains milieux que son indépendance ne soit compromise au sein d'un organisme où les États-Unis tenaient une place aussi considérable, mais, malgré les hauts et les bas de l'Organisation, les observateurs conviennent aujourd'hui que le Canada a bien fait d'y adhérer.

Yasmine Shamsie, professeure adjointe de science politique à l'Université Wilfrid Laurier et spécialiste de la politique latino-américaine, était active dans le milieu des ONG il y a 15 ans; elle était alors opposée à l'adhésion du Canada à l'OEA, mais juge maintenant que ce fut une bonne chose.

« Nous y avons apporté une contribution énorme », conclut-elle, avant d'ajouter que le Canada pourrait faire encore plus au sein de l'Organisation. « Nous avons certainement rehaussé notre profil dans la région, ce que nous n'aurions pas pu faire sans adhérer à l'OEA. »

L'ambassadeur du Canada auprès de l'OEA, Paul Durand, qualifie cette adhésion de « décision de politique étrangère très importante » pour le Canada. « Nous avons alors annoncé au monde que le Canada est un pays des Amériques. Nous sommes reconnus et appréciés au sein de l'OEA comme un

membre progressiste, constructif, qui a apporté une contribution majeure aux affaires du continent américain. »

M. Durand affirme que le Canada a réussi à sensibiliser l'OEA à ses priorités, « qu'il s'agisse de la campagne antimines ou des droits de la personne, de la gouvernance démocratique ou de la convention interaméricaine contre la corruption », qui, dans une certaine mesure, a transformé l'Organisation. Son adhésion à l'OEA a aussi profité aux relations du Canada avec les États-Unis, affirme-t-il, les deux pays étant conscients qu'ils n'ont guère de contentieux majeur au sein des Amériques, sauf à propos de leurs relations avec Cuba.

Edgar J. Dosman, agrégé supérieur de recherche au Centre d'études sur la sécurité internationale de l'Université York, signale que le Canada est entré à l'OEA au bon moment. L'Amérique latine se démocratisait et le Canada, ayant perdu de son importance stratégique aux yeux de l'Europe et des États-Unis à la fin de la guerre froide, cherchait de nouveaux horizons.

Le Canada verse la 2^e contribution financière en importance à l'OEA, sa quote-part annuelle représentant plus de 12 p. 100 du budget ordinaire de l'Organisation, qui se chiffre à quelque 11 millions de dollars. Il fournit également de nombreuses contributions volontaires.

Le Canada est considéré à l'OEA comme un participant pondéré, raisonnable, soumis aux intérêts d'aucun pays et d'aucune région, estime M. Durand, « bien que ce soit un défi

renforcer après le départ de Castro, ce qui pourrait entraîner une intensification du commerce avec l'île, outre une influence accrue du Canada sur les questions touchant le développement démocratique.

Un avenir commun

Depuis longtemps déjà, lorsqu'il s'agit des relations avec ses voisins du Sud, les intérêts géostratégiques et commerciaux du Canada vont de pair avec l'aide au développement et les préoccupations liées aux droits de la personne. À cela s'ajoute une multitude de liens entre les personnes.

Aujourd'hui, il est encore plus important qu'avant de promouvoir la coopération et la compréhension mutuelle dans la région. Or, le Canada est plus déterminé que jamais à œuvrer au progrès de la démocratie dans les Amériques et les Caraïbes, notamment face à une pauvreté et à des inégalités persistantes.

Le directeur général de la FOCAL, Eduardo del Buey, qui s'occupe de l'Amérique latine depuis plus d'une trentaine d'années, se souvient encore du temps où même les spécialistes des affaires internationales ne s'intéressaient pas à la région. « D'un point de vue professionnel, s'intéresser à l'Amérique latine équivalait à signer son arrêt de mort, fait-il observer. De nos jours, nos spécialistes les plus brillants y effectuent des séjours d'étude. »

Et ils n'ont pas tort. La réalité géographique du Canada, qui en fait un pays des Amériques, représente un atout important, notamment pour sa prospérité économique et l'élargissement de ses partenariats politiques. À ce titre, il lui incombe de servir de modèle, y compris de faire connaître les valeurs et les pratiques canadiennes dans les domaines de la démocratie, des droits de la personne et de la bonne gouvernance.

photo : Pierre St-Jacques / ACIDI-CIDA



Selon M. Armony, ses homologues des universités latino-américaines considèrent le Canada comme « un exemple d'innovation, d'efficacité et d'harmonie sociale ». Il est vrai que l'on idéalise parfois un peu trop le modèle canadien, ajoute-t-il, en revanche la capacité du Canada à contribuer au progrès de la région est bien réelle.

« Force est de constater la formidable possibilité, pour le Canada, d'être l'un des moteurs de la démocratie et de l'équité sociale dans tout le continent, conclut-il. Le Canada jouit d'un capital de confiance considérable. » 🍁

Pour en savoir plus sur le Canada et les Amériques, consulter l'adresse suivante : www.ameriquescanada.gc.ca.

Coopération Canada-Brésil : Des experts examinent des semis dans une ferme expérimentale qui reçoit une aide du Canada, à Ouro Preto, au Brésil. Il s'agit d'un programme visant à promouvoir la culture d'essences d'arbre rentables, tout en protégeant le milieu forestier.

constant », précise-t-il, de ne pas se laisser entraîner d'un côté ou de l'autre.

L'OEA aura à terme plusieurs tâches difficiles à accomplir, où le Canada aura un rôle à jouer. Selon M. Dosman, le monde de l'après-11 septembre est un milieu plus complexe pour la politique étrangère et pour l'Organisation.

Les pressions se font particulièrement vives en ce qui concerne l'avenir d'Haïti, et les troubles sociaux sont de plus en plus inquiétants dans certains pays, dont la Bolivie, l'Équateur, la Colombie et le Venezuela. M. Durand parle d'une « polarisation émergente, où l'Amérique du Sud semble vouloir suivre sa propre voie ».

Il y a aussi risque de désaccord au sujet de Cuba, qui sera d'actualité après l'ère Fidel Castro. De l'avis de M. Durand, Cuba sera un dossier extrêmement difficile pour l'OEA. « C'est l'éléphant dans le salon. »

On peut se renseigner sur le Canada et l'OEA à www.international.gc.ca/latinamerica/oas-fr.asp.



▲ Le hall des Amériques au siège de l'Organisation des États américains (OEA) à Washington : Le Canada a réussi à faire en sorte que l'OEA réponde à ses priorités.

◀ L'ambassadeur du Canada auprès de l'OEA, Paul Durand : « Pour le Canada, l'adhésion à l'OEA s'est révélée être « une décision extrêmement importante du point de vue de la politique étrangère. »

photos : avec la permission de l'OEA

CES MONDES QUI NOUS HABITENT

Les écrivains antillais et latino-américains expatriés transforment le paysage littéraire canadien.

Quand Neil Bissoondath a commencé à publier ses écrits, en 1985, le public semblait s'attendre à ce qu'il y soit question uniquement des Antilles.

Originaire de Trinité-et-Tobago, immigré au Canada alors qu'il était jeune étudiant en 1973, il avoue s'être battu contre l'étiquette d'« écrivain trinidadien », qu'il a toujours trouvée réductrice. Il a donc situé certaines nouvelles de son premier livre, *Arracher les montagnes*, à Toronto, en Espagne et au Japon, et pas seulement dans les Antilles et en Amérique latine.

Comme celles de beaucoup d'écrivains de la région qui se sont fixés au Canada, les œuvres de Bissoondath chevauchent l'Ancien et le Nouveau Monde et suggèrent aux Canadiens de nouvelles façons de se regarder. « Le Canada est si accueillant pour les voix différentes qu'on se sent libre d'explorer tout ce que nous suggère l'imagination, affirme-t-il. »

Depuis les années 1960, des écrivains originaires des Antilles et de l'Amérique latine laissent leur empreinte sur le paysage culturel canadien. Austin Clarke, qui a quitté la Barbade en 1955 pour étudier au Canada, a décroché maints prix littéraires pour ses neuf romans et ses cinq recueils de nouvelles, y compris le Giller 2002 pour *The Polished Hoe*. Née à Trinité-et-Tobago, vivant au

Mojo: Conjure Stories de Nalo Hopkinson; *Doing the Heart Good* de Neil Bissoondath; *Midnight Robber* de Nalo Hopkinson; *The Polished Hoe* de Austin Clarke; *The Unyielding Clamour of the Night* de Neil Bissoondath; et *Skinfolk* de Nalo Hopkinson.

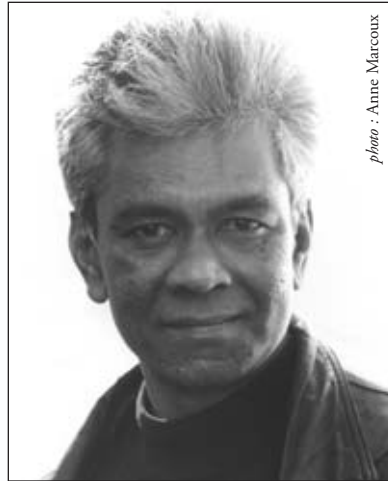


photo : Anne Marcoux

Place à la différence : Selon l'auteur Neil Bissoondath, au Canada, « on se sent libre d'explorer tout ce que nous suggère l'imagination. »

Canada depuis 1970, Dionne Brand s'est bâti une réputation comme poète et, depuis peu, comme romancière. Alberto Manguel, anthologiste, traducteur, essayiste, romancier et éditeur originaire d'Argentine, est devenu citoyen canadien en 1982. Et dix ans après être débarqué à Montréal en provenance de son Haïti natale en 1976, Dany Laferrière publiait un premier roman, fort bien accueilli, *Comment faire l'amour avec un nègre sans se fatiguer*.

Les écrivains de cette région sont difficiles à classer. Certains explorent l'expérience de leur vie de « nouveaux Canadiens », tandis que d'autres tirent leur inspiration de leur lieu d'origine. D'autres encore abordent des thèmes foncièrement canadiens. Le roman de Bissoondath *Un baume pour le cœur*, par exemple, met en scène un Montréalais anglophone de 70 ans, obligé de vivre avec sa fille et la famille bilingue de celle-ci. Parmi les autres œuvres de Bissoondath, mentionnons *Tous ces mondes en elle* et la plus récente, *The Unyielding Clamour of the Night*.

Nalo Hopkinson, née en Jamaïque de parents jamaïcain et guyanais, a vécu en Jamaïque, à Trinité-et-Tobago et au Guyana avant de se fixer à Toronto en 1977. Elle est surtout connue pour ses écrits de science-fiction et ses œuvres d'imagination dont l'action se déroule dans les Caraïbes, mais elle a aussi écrit des œuvres érotiques, une performance ainsi qu'une pièce de théâtre et travaille actuellement sur un roman graphique et sur le texte d'une bande dessinée. En outre, elle entretient des liens étroits avec les poètes « dub », qui pratiquent une forme de poésie « engagée » mise en musique, originaire de Jamaïque.

« Les gens croient parfois que je n'exploite qu'un seul thème ou qu'une seule palette, mais ce n'est pas le cas, estime-t-elle. Comme tous les artistes, je poursuis ce qui m'interpelle et je vais au bout de mon obsession. J'ajoute à tout cela une certaine conscience des races, de la culture, des sexes, de la sexualité et de leur expression au



photo : Thomas King

L'auteur Austin Clarke a quitté la Barbade en 1955 pour venir étudier au Canada.



photo : David Findlay

Vision antillaise : L'auteure Nalo Hopkinson varie les styles, mais toujours avec « une certaine conscience des races, de la culture, des sexes, de la sexualité et de leur expression au quotidien. »

quotidien, dans une perspective on ne peut plus antillaise. »

Dans sa thèse de doctorat, Pamela Mordecai, éditrice, poète et romancière d'origine jamaïcaine qui habite maintenant Toronto, a qualifié de « vision prismatique » la façon antillaise d'envisager les choses.

« Les sociétés antillaises, à cause de leur histoire, de leur géographie et de leur composition culturelle, sont fluides plutôt que statiques », explique l'auteure, dont la maison d'édition Sandberry Press édite des écrivains antillais ou d'ascendance antillaise. « "Vision prismatique", cela veut dire que les Antillais peuvent tolérer des significations multiples, parfois même contradictoires, sans se sentir obligés de les réduire à un principe ou à un point de vue unique. »

Affaires étrangères Canada (AEC) a aidé Sandberry à distribuer les œuvres d'auteurs antillais dans la région et à promouvoir les écrivains canadiens d'origine latino-américaine et antillaise dans des tournées littéraires mondiales. En assistant à des lancements de livres

et à des festivals à l'étranger, certains de ces écrivains ont noué des contacts précieux avec les milieux littéraires internationaux. Par exemple, à l'une de ces manifestations parrainées par AEC, Hopkinson a été invitée à éditer une anthologie intitulée *Whispers from the Cotton Tree Root: Caribbean Fabulist Fiction*.

AEC a aussi financé des tournées d'artistes canadiens en Amérique latine et dans les Antilles, notamment des tournées d'écrivains, de peintres, de comédiens, de cinéastes, de danseurs et de musiciens. En mars 2005, par exemple, deux ensembles musicaux canadiens francophones ont effectué une tournée dans la région pour célébrer la participation du Canada à la francophonie : Swing a donné des récitals en Colombie, en Équateur et au Panama, tandis que Marie-Jo Thério séduisait les publics du Salvador, du Guatemala et d'Haïti avec son jeu de piano et sa voix puissante.

Pour les écrivains et les musiciens des Antilles qui se sont installés au Canada, l'éloignement de leurs racines ouvre de nouvelles perspectives. « J'ai tendance à traiter dans mes écrits des lieux que j'ai quittés », confie Bissoondath, qui enseigne maintenant la création littéraire en français à l'Université Laval, à Québec. « J'ai besoin de cette distance pour faire décanter les choses dans mon imagination. »

Nalo Hopkinson, qui est retournée assister à des conférences littéraires dans les Antilles pour y parler de ses œuvres, trouve aussi la société canadienne plus ouverte. « Je me sens plus libre au Canada que je n'estimerai l'être dans les Antilles d'écrire ce qui me vient à l'esprit. On a le sentiment que l'on peut être à la fois canadien et ce que nos origines nous ont fait, déclare-t-elle. C'est une chose extrêmement précieuse pour moi, d'avoir tout cela. »

photo : AEC



La chanteuse Eve-Lange Delouis

Chanter l'espoir

Lorsque l'ambassade du Canada en Haïti a co-organisé un concours de chansons l'été dernier, pour inciter les jeunes à voter à l'élection nationale, Eve-Lange Delouis était convaincue que sa chanson l'emporterait. Eve-Lange, âgée de 26 ans, chante depuis l'âge de 8 ans dans le chœur de l'église dont son père est le pasteur, à proximité du domicile familial, en banlieue de Port-au-Prince. « J'ai prié tous les jours pour que ma chanson soit primée, déclare-t-elle. »

Le 30 octobre, au terme du « Concert de l'espoir », au cours duquel les finalistes ont chanté leur chanson, les juges ont décerné le premier prix à M^{me} Delouis, infirmière de vocation, pour son œuvre pleine de passion intitulée *Fòk n'al vote (Allons aux urnes)*. Outre un prix de 50 000 gourdes (environ 1 400 \$), un organisme haïtien assurera pendant deux ans la promotion de la carrière de chanteuse de M^{me} Delouis, aussi bien en Haïti qu'à l'étranger.

Soixante personnes ont participé au concours, organisé par l'ambassade avec la collaboration du ministère de la Culture et des Communications d'Haïti et celle d'un organisme culturel haïtien, la Tamise. Tous les styles musicaux étaient permis, mais les paroles devaient susciter chez les jeunes le désir de voter.

« L'objectif consistait à fournir une tribune aux jeunes Haïtiens, pour qu'ils puissent faire valoir l'importance de la participation citoyenne à la vie du pays et au processus électoral, affirme l'ambassadeur du Canada en Haïti, Claude Boucher. Non seulement le concours a permis de mettre en valeur des artistes talentueux et la richesse culturelle d'Haïti, mais il a aussi montré la force de caractère et la motivation des jeunes Haïtiens. »

En raison de la qualité des textes présentés au concours, les 9 membres du jury ont choisi 15 finalistes au lieu de 10. Les chansons ont été enregistrées sur un disque compact dont le contenu a été diffusé dans les stations de radio locales.

Albert Chancy, propriétaire d'une station de radio et président du jury, ajoute que le concours est un moyen de faire participer les jeunes au processus électoral par la voie de la création. « La population haïtienne compte de nombreux jeunes, et notre pays n'est pas souvent le théâtre d'élections, de sorte que nombre d'entre eux n'en saisissent pas toute la portée. »

Eve-Lange Delouis est, quant à elle, convaincue que les jeunes peuvent apporter une contribution décisive au processus démocratique. « Je suis très optimiste pour l'avenir d'Haïti. »

Écoutez et téléchargez les chants de l'espoir à www.port-au-prince.gc.ca.

SENSIBILITÉ LATINE, CRÉDIBILITÉ CANADIENNE

Originaires d'Amérique latine, les diplomates canadiens José Herran-Lima et Guillermo Rishchynski ont un point de vue original sur cette région du monde.

Une carrière dans le service diplomatique canadien mène aux quatre coins du monde, mais peut parfois déboucher sur un retour aux sources.

Deux nouveaux chefs de mission canadiens en Amérique latine — José Herran-Lima, ambassadeur au Panama, et Guillermo Rishchynski, ambassadeur au Brésil — ont de profondes racines dans la région.

Connaissant déjà intimement l'histoire, la politique, la culture et la langue de leur pays hôte, ils n'ont pas eu besoin de période de rodage à leur arrivée en poste. Tous deux sont bien décidés à faire valoir leurs origines latino-américaines pour mieux contribuer au resserrement des liens entre le Canada et ses voisins des Amériques.

M. Herran-Lima, fils d'une Brésilienne et d'un diplomate colombien, a grandi

à Bogota. Sa famille s'installe à New York alors qu'il a 16 ans. Fasciné par les informations sur le Canada qu'il lit dans les journaux new-yorkais, il décide de se fixer à Toronto en 1974 et acquiert la citoyenneté canadienne trois ans plus tard.

Alors qu'il fréquente en 1980 la faculté de droit de l'Osgoode Hall Law School, M. Herran-Lima est intéressé par une annonce de recrutement du service extérieur canadien parue dans le journal interne de la faculté. « Le service n'engageait pas beaucoup de monde cette année-là, et j'ai été inscrit sur une liste d'attente. J'ai été admis l'année suivante. »

Il demande à ne pas être envoyé en Amérique latine. « Je voulais voir d'autres coins du monde d'abord, explique-t-il. » Sa formation juridique

et sa connaissance de l'espagnol lui valent tout de même une affectation de trois mois à Lima, où les agents consulaires ont besoin d'aide pour traiter un grand nombre d'affaires mettant en cause des Canadiens accusés de trafic de stupéfiants. C'est là, à l'ambassade, qu'il rencontre Susan Magee, une secrétaire canadienne qui, de retour au Canada, deviendra sa femme. M. Herran-Lima sera affecté par la suite en Indonésie,



photo : AEC

L'ambassadeur du Canada au Panama, José Herran-Lima, sur le bord du canal de Panama. Le Canada se classe au 7^e rang des usagers du canal.

au Zimbabwe, au Guatemala et au Brésil.

À Panama, son premier poste d'ambassadeur, il s'efforce d'approfondir les liens existants. « Les relations historiques du Canada avec l'Europe et les États-Unis prennent beaucoup de place, déclare-t-il. Il y a de nombreux liens à tisser avec l'Amérique latine. »

Selon lui, la solution réside dans les contacts interpersonnels; et ceux-ci se multiplient. Le nombre de touristes canadiens qui fréquentent les centres de villégiatures panaméens augmente rapidement, tout comme le nombre d'étudiants panaméens qui font des études au Canada, et le Canada vient au 7^e rang des usagers du canal de Panama. Durant les années 1980, alors que leur pays vivait sous la dictature, de nombreux Panaméens se sont exilés au Canada et y ont conservé des attaches après leur retour au Panama.



Lettres de créance : l'ambassadeur José Herran-Lima présente ses lettres de créance au président du Panama, Son Excellence Martín Torrijos Espina, au Palacio de las Garzas, à Panama.

Bien que né au Canada, Guillermo Rishchynski passe son enfance au Panama, pays de sa mère. Il connaît la vie nomade dès l'âge de six semaines, lorsque son père, canadien et représentant commercial chez Westinghouse à Toronto, est muté à Panama. Après avoir vécu une dizaine d'années dans cette ville, la famille habite successivement plusieurs régions des États-Unis. Alors qu'il visite Expo 67, il a le coup de foudre pour le Canada et décide de revenir s'y fixer. »

Il travaille quelques années pour une société commerciale d'Ottawa, voyageant dans le monde entier, et c'est alors qu'il fait la connaissance de sa femme née au Honduras, Jeanette Portillo Tinoco. Entré au service extérieur canadien en 1982, il est d'abord envoyé au Brésil, comme représentant commercial à Rio de Janeiro et à São Paulo. Il occupe par la suite des fonctions à Amman, Melbourne, Jakarta et Chicago, puis comme ambassadeur en Colombie.

Enfin, il boucle la boucle en septembre dernier, étant affecté de nouveau au Brésil.

Comme son collègue ambassadeur au Panama, M. Rishchynski croit qu'il faut renforcer les liens du Canada avec l'Amérique latine. « Il faut que le Brésil et le Canada apprennent à mieux se connaître. Nous sommes deux grands pays multiethniques et multiculturels. Nous constituons aussi deux des rares fédérations que compte le continent américain. » Plusieurs différends commerciaux nous ont opposés au Brésil ces dernières années, « mais il faut dépasser ces difficultés, coopérer plus étroitement dans les domaines où nos points de vue convergent et mieux gérer nos désaccords sans perdre de vue l'ensemble de nos relations. »

MM. Rishchynski et Herran-Lima voient le Canada comme un acteur de premier plan dans l'Organisation des États américains lorsqu'il s'agit d'y promouvoir la démocratie et estiment

qu'il a un rôle central à jouer au sein des Amériques.

Le modèle canadien de social-démocratie présente un grand intérêt pour les Latino-Américains, croit pour sa part M. Herran-Lima. « De plus en plus de gens posent un regard étonné sur le Canada, constate-t-il. Ils voient que nous avons su concilier croissance économique et équité sociale; et ils trouvent cela fascinant. » ❁



photo : AEC

L'ambassadeur du Canada au Brésil, Guillermo Rishchynski, et sa femme, M^{me} Jeanette Portillo Tinoco, qui est originaire du Honduras, ont fait ensemble huit postes à l'étranger.

Liens familiaux

Outre leurs racines latino-américaines ainsi que leur longue et riche carrière, José Herran-Lima et Guillermo Rishchynski ont un autre point en commun : tous deux sont mariés et pères de deux enfants qui, ayant grandi dans une succession de capitales, sont maintenant aux prises avec les problèmes typiques des familles qui vivent à l'étranger, notamment les séparations.

« Le service extérieur a été très enrichissant pour nos enfants, estime M. Rishchynski, dont le fils et la fille sont maintenant à l'université à Washington. « Il les a rendus très souples, très accommodants. Et ils ont une solide connaissance pratique du monde. »

M. Rishchynski en est à sa 8^e affectation avec sa femme Jeanette Portillo Tinoco, mais il s'agit de la première où leurs enfants ne les accompagnent pas. Par contre, fait-il remarquer, les deux schnauzers de la famille sont au Brésil, où ils font leur 5^e séjour à l'étranger.

La fille cadette de M. Herran-Lima vient de rejoindre son aînée à l'Université d'Ottawa. Sa femme, Susan Magee, et lui ont décidé à contrecoeur qu'il valait mieux qu'elle reste auprès de leurs filles à Ottawa, pour leur apporter son soutien et poursuivre son travail d'agent gestionnaire consulaire à Affaires étrangères Canada (AEC).

M^{me} Magee est au ministère depuis 1976 et, bien qu'AEC les ait toujours aidés à concilier leurs carrières respectives, la mission à Panama est trop petite pour les employer tous les deux. « Nous avons décidé d'essayer un an, explique M. Herran-Lima. Ensuite, nous verrons. »



Faire passer le message : L'ambassadeur Rishchynski en entrevue avec Ginette Lamarche, correspondante de Radio-Canada pour l'Amérique du Sud, au consulat général du Canada, à Rio de Janeiro.

PARADIS PERDU

Correspondant d'ABS News à Miami, Jeffrey Kofman couvre les Antilles, l'Amérique latine et la Floride. Originaire de Toronto, il a aussi travaillé comme correspondant pour CBC News, avant de rallier CBS News, à New York, puis ABC en 2001. Il a fait de nombreux reportages dans la région.

Après avoir voyagé dans plus de 50 pays, j'ai enfin trouvé le paradis. C'est un petit hôtel dans une luxuriante plantation de café sud-américaine appelée Finca Guayabal. Perchée au bout d'une longue allée courbe et flanquée d'hibiscus, la *finca*, ou ferme, est un véritable éden tropical. Dans toutes les directions, des caféiers s'accrochent massivement aux pentes escarpées. Au point du jour, une brume épaisse nappe le paysage. Plus tard, dans les vallées profondes, l'exubérance des arbres en fleurs présente une palette où dominent toutes les nuances de l'orangé, du rose et du rouge. Des oiseaux voltigeant au plumage jaune, bleu ou vert gazouillent ou lancent des cris perçants.

Tout cela pour 20 \$ la nuit, repas compris.

Toutefois, avant de vous précipiter chez votre agent de voyage pour échapper aux rigueurs de l'hiver canadien, dites-vous bien que la *finca* est située dans l'une des régions les plus dangereuses du monde : les hauts plateaux andins de la Colombie, près de la ville provinciale de Manizales, à courte distance de vol de Bogotá.

« Non, clame pourtant en espagnol, d'un ton ferme mais poli, l'élégante propriétaire, Doña Maria Teresa Londoño, il n'y a pas de guérilleros dans cette région. Quand nous accueillons des invités, un garde et ses chiens arpentent le terrain, mais nous n'avons jamais eu de problèmes. »

On ne peut toutefois en dire autant de la région environnante. J'étais là-bas pour tourner un reportage sur l'effondrement du cours mondial du café. À peine quelques jours après mon départ, des guérilleros du plus important

groupe rebelle de Colombie ont arrêté un convoi de véhicules à quelques milles au nord de la *finca*. Dix hommes ont été enlevés à la pointe du fusil.

Ce n'est pas un hasard si le bruyant perroquet hispanophone de Doña Maria Teresa s'appelle Paz, c'est-à-dire Paix. On sait en effet que la Colombie est depuis longtemps à la recherche de la paix. Naguère royaume de narcotrafiquants notoires, ce pays vit aujourd'hui sous la botte de guérilleros qui ont pris le contrôle du trafic de drogues et terrorisent les 44 millions de Colombiens. Ces 10 dernières années, ils ont enlevé quelque 3 000 personnes par année.

D'une superficie de 65 ha, la *finca* appartient à la famille Londoño depuis les années 1940. Malgré son âge avancé et ses chaussures délicates, Doña Maria Teresa grimpe et descend allègrement les pentes de la jungle environnante pour faire admirer aux visiteurs l'extraordinaire flore locale. « Regardez ici, dit-elle en montrant fièrement une plante en fleurs dont la taille dépasse de beaucoup ses cinq pieds, c'est un oiseau de paradis. Très rare. » Et j'ajouterai magnifique, un cousin albinos des fleurs de serre orange et violette qu'on trouve chez tant de fleuristes canadiens.

Les touristes étrangers sont aussi une denrée rare par ici. Doña Maria Teresa voit bien à l'occasion des Européens et des Canadiens, mais la plupart de ses hôtes sont Colombiens. Des Américains? Aussi rarissimes que l'oiseau de paradis.

Quelques jours après être revenu à Bogotá, j'ai dîné avec un diplomate américain et lui ai parlé de mon fascinant voyage à la *finca*. Il a hoché la tête d'un air entendu, en me disant : « La Colombie pourrait avoir une industrie touristique de cinq milliards de dollars



Un paradis tropical : Le correspondant d'ABC pour l'Amérique latine, Jeffrey Kofman, dans une plantation de café à Finca Guayabal.

par année si elle pouvait seulement se débarrasser des guérilleros et de la drogue. Elle pourrait être aussi populaire que la France. »

Cela semble parfaitement raisonnable — mais malheureusement utopique — pour une grande partie de cette région, mais plus particulièrement pour cet endroit béni par la nature et riche d'histoire.

Sous la direction ferme mais controversée du président Alvaro Uribe — et avec une aide des États-Unis de plus de 4 milliards de dollars — la Colombie s'efforce de rétablir la sécurité sur son territoire et d'écraser les groupes rebelles. Le nombre d'enlèvements et de meurtres a beaucoup diminué, mais reste encore dangereusement élevé. La production de drogue a également chuté, mais la Colombie demeure la principale source de la cocaïne écoulée dans les rues des États-Unis.

À Finca Guayabal, les visiteurs se réveillent au chant des oiseaux et aux cris rauques de Paz. « Je veux du chocolat, dit-il. *Quiero cacao.* »

Et qui n'en voudrait pas? Ici, le chocolat et le café passent, pour ainsi dire, directement de l'arbre à la table du petit-déjeuner. Une visite à la *finca* montre bien que la Colombie est une terre aux immenses promesses. Si seulement la paix y régnait.

Entre-temps, Paz va continuer à réclamer son chocolat dans ce paradis splendide mais déchu. 🌿

photo : avec la permission d'ABC News

Les opinions exprimées par les collaborateurs nommés dans la présente publication ne sont pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

CONNEXION POUR TOUS



Un organisme financé par le Canada aide à combler le fossé numérique sur le continent américain.

Un exemple se présente à l'esprit de Ben Petrazzini quand il explique ce que fait l'Institut pour la connectivité dans les Amériques (ICA).

Un enseignant, disons en Colombie, met au point un logiciel innovateur pour l'enseignement des mathématiques aux élèves de 3^e année. Son logiciel est diffusé en ligne en Colombie, au moyen du portail de l'éducation nationale; dès le lendemain, les écoliers peuvent le télécharger et l'utiliser, de la Basse-Californie jusqu'à la Terre de Feu. Les écoles dénuées de ressources disposent instantanément d'un nouvel outil d'enseignement.

Trois ans après son entrée en activité, c'est le genre de connectivité instantanée que réalise concrètement l'ICA. Il contribue ainsi au développement des technologies d'information et de communication, non seulement au bénéfice des écoliers, mais aussi des villages qui ont besoin de connexions Internet, des fonctionnaires qui veulent échanger des pratiques exemplaires et des gens d'affaires qui cherchent à enrichir leurs connaissances et à développer leurs compétences.

« La plupart des pays travaillent en vase clos, souligne M. Petrazzini, gestionnaire par intérim de l'ICA. On nous considère comme un partenaire objectif qui facilite l'intégration dans l'ensemble de la région. »

Doté d'un budget de 20 millions de dollars sur 5 ans qui arrivera à terme en 2007, l'ICA finance certains projets et en facilite d'autres. Il a la souplesse nécessaire pour travailler avec les gouvernements, les organisations non gouvernementales et le secteur privé,



▲ Un entrelacement de fils relie des maisons de béton à Olocuilta, au Salvador.

◀ L'explosion numérique : À Belén des Andaquies, en Colombie, un homme et son fils transportent un écran d'ordinateur à dos de cheval.

assure Luis Barnola, spécialiste principal des programmes de l'ICA à Ottawa : « Nous sommes un catalyseur. »

L'ICA a été créé dans le cadre de la contribution du Canada au Sommet des Amériques 2001, qui a eu lieu à Québec. Il était devenu évident, durant le boom numérique des années 1990, qui allait transformer Internet de nouveauté en nécessité, que certaines parties de l'Amérique latine et des Caraïbes auraient besoin d'un coup de pouce.

Rattaché au Centre de recherches pour le développement international et doté d'un personnel de 10 employés à plein temps à Ottawa et à Montevideo, en Uruguay, l'Institut a épaulé 60 initiatives depuis 2002.

Il a aidé par exemple à relier entre eux les portails d'éducation nationale de divers pays d'Amérique latine. Cette connexion est maintenant fonctionnelle et elle aurait permis la diffusion du didacticiel de mathématiques de 3^e année que M. Petrazzini citait en exemple.

« Ces portails fonctionnaient en vase clos, de sorte qu'il s'agissait pour l'ICA de financer la création d'un réseau régional, explique le gestionnaire basé à Montevideo. Les ministères de l'éducation des différents pays sont membres du réseau, et les documents pédagogiques

qu'ils produisent sont immédiatement diffusés dans toute la région. C'est un moyen d'action puissant, qui multiplie le contenu éducatif et donne aux enfants de partout l'accès aux nouveaux outils pédagogiques. »

L'ICA a beaucoup d'autres projets en chantier, par exemple @Campus, une plateforme d'apprentissage en ligne conçue pour la fonction publique mexicaine, qui a servi à former plus de 800 fonctionnaires. @Campus vise à améliorer l'efficacité et la responsabilité tout en favorisant la démocratisation. Elle est déjà présentée comme un modèle à l'échelle internationale et est prête à être mise en application dans d'autres pays, d'expliquer M. Barnola, animateur du projet pilote.

La connectivité ne se borne pas aux outils didactiques. L'ICA travaille aussi à des projets de technologie sans fil (Wi-Fi) et relie des régions éloignées à Internet avec un service haute vitesse à prix modique.

« Beaucoup de nos projets, précise M. Petrazzini, ont pour but de faire entrer des collectivités exclues dans l'ère de l'information. »

Pour en savoir plus sur l'ICA, visiter www.icamericas.net.

PERSPECTIVES DE CROISSANCE

Des entreprises canadiennes trouvent des débouchés très prometteurs sur les marchés des grandes puissances économiques d'Amérique du Sud.

Lors d'un voyage récent au Brésil, Tom Teixeira, cadre dans une entreprise de logiciels de Vancouver, a pu constater sur place l'engouement de ce nouveau géant économique mondial pour les produits canadiens.

À São Paulo, à l'occasion d'une réception en l'honneur des représentants de son entreprise, ACL Services Ltd., tous les hauts dirigeants de certaines des principales entreprises et agences gouvernementales brésiliennes ont répondu présents à l'invitation des organisateurs.

« Les grandes sociétés et organisations brésiliennes s'intéressent de très près à la possibilité de travailler avec nous », déclare M. Teixeira, dont l'entreprise s'est implantée sur le marché brésilien il y a neuf ans. « C'est un phénomène sans précédent. »

Brésil et, de plus en plus, au Chili, est sur le point de faire de nouvelles percées.

« Ce n'est là que la partie visible de l'iceberg, poursuit M. Teixeira. Nous avons fait des avancées considérables au cours des neuf dernières années, mais nous assistons désormais à une augmentation sans précédent des débouchés. »

Sur un continent autrefois paralysé par l'instabilité politique et économique, d'autres entreprises et investisseurs canadiens multiplient les succès. Cela vaut tout particulièrement pour le Brésil et le Chili, qui, après le retour de la démocratie à la fin des années 1980, ont levé de nombreux obstacles au commerce et à l'investissement extérieurs. De nos jours, 60 p. 100 des investissements canadiens dans la région se concentrent sur ces deux pays, notamment en raison d'ententes fiscales qui simplifient les formalités applicables aux ressortissants étrangers.

Le Brésil, dont la population de 178 millions d'habitants représente le plus gros marché d'Amérique du Sud, est la 13^e économie mondiale et le 1^{er} partenaire commercial du Canada dans la région. Selon Statistique Canada, en 2004, la valeur des échanges bilatéraux entre les deux pays s'est élevée à 3,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 24,7 p. 100 par rapport à 1995, et le Brésil enregistre une croissance de son excédent commercial.

Le groupe Woodbridge fait partie des nouvelles entreprises canadiennes à s'être implantées sur le marché brésilien au cours de la dernière décennie. Cette entreprise de Mississauga, en Ontario, fabrique des produits de rembourrage pour sièges de voiture, vendus dans 18 pays. En 1996, avec la collaboration d'un partenaire local, Woodbridge est devenu le premier grand fournisseur canadien du secteur de l'automobile à se doter d'installations de fabrication au

Brésil. Aujourd'hui, trois usines approvisionnent six constructeurs automobiles. Depuis l'achat de son partenaire, en 1999, Woodbridge livre ses produits à 21 fabricants dans le monde grâce à 4 usines implantées au Brésil.

« Il s'agit d'une réussite sur tous les plans », déclare pour sa part William Santos, directeur des opérations pour les usines brésiliennes de Woodbridge, constamment en tête de l'industrie mondiale sur le terrain de la qualité. « Les employés brésiliens travaillent dur et ne se contentent pas de résultats moyens. »

Comme le Brésil, le Chili est un pays riche en ressources naturelles et ouvert à différents types d'entrepreneurs, dont l'activité ne se concentre plus sur l'exploitation minière, comme autrefois. Certes, il s'agit d'un pays plus petit que le Brésil, qui compte une population de 16 millions d'habitants, mais selon l'Economist Intelligence Unit, le Chili se classait récemment au 19^e rang des 60 pays susceptibles d'offrir le meilleur cadre pour les affaires au cours des 5 prochaines années.

Depuis 1991, Methanex de Vancouver a fait du Chili l'un des maillons forts de sa chaîne de production internationale de méthanol, substance essentielle à la fabrication de produits industriels et ménagers. Tout au long de cette période, l'entreprise a investi 1,3 milliard de dollars dans le Sud du Chili, région située à proximité de champs pétrolifères riches en gaz et des grandes voies maritimes. Cette année, l'entreprise a ouvert sa 4^e usine près de Punta Arenas, de sorte que ses installations chiliennes produisent 4 millions de tonnes de méthanol par année, soit environ 12 p. 100 de la production mondiale.

« Le Chili est un excellent endroit pour les affaires, affirme le PDG de Methanex, Bruce Aitken. Les investisseurs



Un marché dynamique : À la bourse de São Paulo (Bovespa), la plus importante d'Amérique latine, les opérateurs crient leurs ordres.

La société ACL Services met au point des logiciels de vérification comptable vendus dans 137 pays. Il s'agit d'un domaine où les gouvernements et le secteur privé mettent les bouchées doubles pour respecter les nouvelles normes internationales de protection contre la corruption et le gaspillage. L'entreprise, qui réalise depuis des années un important chiffre d'affaires en Amérique du Sud, notamment au



Bruce Aitken (3^e depuis la gauche), PDG de la société Methanex Corp., visite la nouvelle usine de Punta Arenas (voir la bannière), au Chili, en présence de cadres et d'employés.

étrangers y sont très bien accueillis, et l'économie chilienne est à la fois très ouverte et prospère. »

Au cours de la dernière décennie, les échanges bilatéraux entre le Canada et le Chili, d'abord limités à un petit nombre de secteurs, ont progressé de 150 p. 100, de sorte que leur valeur atteignait 1,6 milliard de dollars en 2004, notamment par suite de la signature d'une entente bilatérale de libre-échange en 1997. En vertu de cette entente, la plupart des produits industriels et agricoles canadiens sont exportés en franchise de douane au Chili.

Ceux qui font des affaires dans la région concèdent cependant que des marchés comme le Brésil et le Chili posent un certain nombre de difficultés, notamment en raison de la distance considérable avec le Canada, des obstacles linguistiques et des problèmes de douane. Toutefois, le Canada a également de nombreux points communs avec ces pays : un climat des affaires similaire, de bonnes infrastructures, une main-d'œuvre qualifiée et des consommateurs bien informés.

Malgré la satisfaction que lui procure la réussite de son entreprise au Brésil et au Chili, M. Teixeira conseille à ceux qui veulent s'implanter sur ces marchés de bien se préparer.

« Quiconque souhaite percer sur un marché doit d'abord le comprendre, ajoute-t-il. Tout débouché comporte des risques. » ❁

Pour de plus amples renseignements sur le commerce avec le Brésil et le Chili ainsi qu'avec les autres pays d'Amérique du Sud et des Antilles, prière de consulter les pages consacrées à cette région dans le site Web du Service des délégués commerciaux (www.infoexport.gc.ca).

APPRENDRE AVEC MAPLE BEAR

Quand il s'agit de découvrir le Canada, les enfants brésiliens s'y prennent tôt!

Au Brésil, les enfants d'âge préscolaire qui fréquenteront les nouvelles écoles Maple Bear apprendront à connaître le Canada grâce à des leçons sur les coutumes, la culture et les ours du pays, ainsi qu'à des chansons, des poèmes et des livres d'auteurs canadiens. Tout cela s'inscrit dans le cadre d'un programme bilingue axé sur les enfants de trois à six ans, qui a été élaboré par des experts canadiens de l'éducation préscolaire et qui est dispensé par des franchisés au Brésil.

« Nous les prenons aussi jeunes que nous le pouvons », déclare Rodney Briggs, président du Réseau des Centres d'éducation canadiens (CÉC), un organisme privé sans but lucratif qui fait la promotion du Canada auprès des étudiants étrangers et qui a créé le programme Maple Bear. « Il ne fait aucun doute qu'il s'agit bien là d'un programme canadien. »

Sept écoles Maple Bear doivent ouvrir leurs portes au Brésil en février, et il devrait y en avoir 52 d'ici 4 ans. Quatre de ces écoles existent déjà en Inde, et il est prévu de lancer aussi le programme en Corée du Sud, en Turquie, au Mexique et en Russie.

« C'est un excellent moyen de faire connaître le système d'éducation canadien », estime M. Briggs, ajoutant qu'il y a une forte demande pour de tels programmes préscolaires dans les pays en développement rapide et où la classe moyenne est en pleine expansion. « Les parents veulent donner à leurs enfants une solide éducation de type

occidental qui leur permettra de partir du bon pied. »

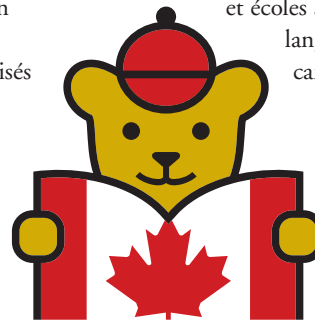
L'influence de ces programmes ne s'exerce pas que sur les tout-petits, car les écoles véhiculent l'image de marque du Canada et améliorent les relations bilatérales entre les pays. En outre, les jeunes qui ont suivi le programme Maple Bear peuvent choisir de venir au Canada pour leurs études supérieures. Les CÉC sont présents dans 17 pays et représentent 300 institutions canadiennes, des universités, collèges communautaires et écoles secondaires aux écoles de langue, en passant par les camps d'été.

Selon M. Briggs, le Canada est la principale destination étrangère des étudiants brésiliens, ayant attiré 10 000 d'entre eux l'an dernier, grâce à de faibles coûts, à une

procédure simplifiée quant à l'obtention de visas, à la possibilité d'étudier en anglais et en français et à un climat de sécurité rassurant. « Ils voient le Canada comme un pays accueillant, sûr et dispensant des programmes d'éducation de bonne qualité. »

Selon Fernanda Purchio, la gestionnaire du CÉC du Brésil, à São Paulo, le nombre de Brésiliens qui souhaitent aller étudier au Canada devrait augmenter. Au Brésil, il y a en effet plus de 55 millions d'étudiants inscrits dans des programmes d'éducation officiels, ce qui le place au 4^e rang à ce chapitre, derrière la Chine, l'Inde et les États-Unis.

Il existe également une Association brésilienne des études canadiennes, avec 18 programmes dispensés dans les universités brésiliennes, qui viennent renforcer les liens entre les institutions brésiliennes et canadiennes. ❁



TROUVER UN TERRAIN D'ENTENTE

Avec l'aide du Canada, les peuples autochtones des Amériques travaillent ensemble sur des dossiers comme les droits, l'autodétermination, le développement durable ainsi que le contrôle des terres et des ressources.

Quand Darrel McLeod, un Nehiyaw (Cri) visé par le Traité numéro 8 en Alberta, et un autre Autochtone de n'importe où en Amérique se rencontrent, il ne leur faut que quelques minutes pour se retrouver en terrain connu.

Ils peuvent discuter du rapport qu'ils entretiennent avec leurs langues et leurs cultures respectives, des problèmes sociaux et médicaux qui touchent toutes les communautés autochtones

ou encore se demander comment les tribunaux de leur pays gèrent les dossiers relatifs aux revendications territoriales.

M. McLeod, directeur général des relations internationales à l'Assemblée des Premières nations (APN), estime que ces préoccupations communes forment la toile de fond des liens grandissants qui se tissent entre les Premières nations du Canada et le reste des Amériques, des liens auxquels le Canada contribue beaucoup.

Selon la Banque interaméricaine de développement, les Amériques comptent environ 55 millions d'Autochtones, soit environ 7 p. 100 de la population. Les indicateurs de pauvreté, d'éducation, de santé et de chômage parmi ces groupes sont plus bas que chez les non-Autochtones.

D'après M. McLeod, les peuples autochtones des Amériques collaborent de manière informelle depuis une cinquantaine d'années peut-être, mais les thèmes qui les concernent sont de plus en plus présents dans le dialogue politique au niveau continental.

Le Premier Sommet autochtone des Amériques, tenu en 2001 à Ottawa en guise de prélude au Troisième Sommet des Amériques, a reçu l'appui du gouvernement du Canada et des organisations autochtones. L'APN a été l'un des principaux organisateurs du deuxième de ces sommets autochtones, tenu celui-là à Buenos Aires en octobre dernier quelques jours avant le Quatrième Sommet des Amériques.

La déclaration adoptée à cette occasion rejette des accords internationaux comme l'ALENA et le Mercosur, exige la participation des Autochtones aux tribunes internationales et demande qu'on reconnaisse l'importance intrinsèque de la relation entre les peuples autochtones et leurs terres, leurs ressources, leurs valeurs spirituelles et

leurs systèmes de croyances ancestrales.

Cette déclaration, qui a été présentée et en partie adoptée au Sommet des Amériques quelques jours plus tard, réclame la participation des peuples autochtones aux activités politiques. « Sans notre inclusion sur un pied d'égalité, peut-on y lire, la démocratie dans les États demeurera incomplète et insuffisante. »

Selon Keith Smith, conseiller principal en politiques chargé des Affaires autochtones à Affaires étrangères Canada, le gouvernement fédéral appuie les initiatives autochtones de plusieurs manières, notamment dans le cadre du Programme de partenariat avec les peuples autochtones, qui est financé par l'Agence canadienne de développement international. Afin d'appuyer le développement durable au sein des collectivités autochtones d'Amérique latine et des Antilles, ce programme favorise la formation de partenariats entre les groupes autochtones de ces régions et ceux du Canada.

M. Smith estime que dans le domaine de la politique autochtone, le Canada « a beaucoup à offrir quant aux pratiques exemplaires et aux leçons apprises », mais qu'il est également désireux d'apprendre des autres pays.

Le Canada soutient les efforts que déploie l'Organisation des États américains pour préparer une déclaration américaine des droits des peuples autochtones qui améliorera leur qualité de vie.

Symbole de l'engagement du Canada au regard des questions autochtones sur le continent américain — et des liens entre les peuples autochtones ici —, un inukshuk créé par le maître sculpteur inuit Bill Nasogaluak trône au centre de la nouvelle place du Canada, à Guatemala, capitale du pays du même nom. Dans ce pays, les Autochtones forment la majorité de la population. 🍁

photo : AEC



Un inukshuk au Guatemala : La pièce centrale de la nouvelle place du Canada, à Guatemala, est un inukshuk, œuvre du maître sculpteur inuit Bill Nasogaluak. Cette œuvre a été façonnée dans de la pierre guatémaltèque, mais son centre est formé d'un morceau de granit canadien provenant des Territoires du Nord-Ouest.

EN BREF

La DART apporte un soulagement au Pakistan

L'Équipe canadienne d'intervention en cas de catastrophe, la DART, est rentrée de sa 2^e mission en un an, mission au cours de laquelle elle a procuré des soins et des services essentiels après le séisme dévastateur qui a frappé le Cachemire, dans le Nord du Pakistan.

Connue sous le nom d'opération *PLATEAU*, cette mission a amené plus de 200 médecins, infirmiers, techniciens médicaux, ingénieurs et soldats dans une région montagneuse très reculée et située près de Muzaffarabad, épice de la terre du 8 octobre 2005, qui a tué plus de 73 000 personnes et fait quelque 3 millions de sans-abri.

Basée à Garhi Dopatta, dans la vallée de Jhelum, la DART a traité plus de 11 700 malades et blessés, dont quelque 7 000 par l'intermédiaire des équipes médicales mobiles opérant dans des zones éloignées accessibles uniquement par hélicoptères nolisés ou à pied. Elle a aussi distribué plus de 3,8 millions de litres d'eau potable.

« La tâche n'a pas été facile », a déclaré le capitaine Rick Regan, un

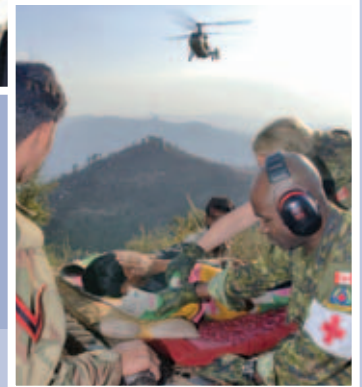
officier des opérations de la DART, selon qui l'état extrêmement dangereux des routes et autres infrastructures après le séisme, ainsi que le terrain escarpé et rude qui rendait difficile l'accès à plusieurs blessés, ont constitué les principaux défis de la mission. « Il ne suffisait pas simplement d'installer une clinique et de demander aux gens de descendre des montagnes pour venir s'y faire traiter. »

Outre leurs fonctions premières, les membres de la DART ont aussi procédé à des accouchements, inoculé des personnes ayant pu être exposées à la diphtérie, réparé l'appareil de radiographie du centre médical local, donné des conseils techniques en matière de reconstruction, construit des latrines dans les camps des personnes déplacées et apporté des tentes dans les régions éloignées. L'équipe comptait dans ses rangs trois Canado-pakistanaïstes qui parlaient l'ourdou et connaissaient la culture locale.

Au départ de la DART, le traitement médical et la purification de l'eau ont été confiés à des organismes de secours intervenant sur le long terme, par exemple la Société du Croissant-Rouge, qui est le pendant de la Croix-Rouge. Le



De jeunes Pakistanaises transportent de l'eau potable produite à l'aide du système de purification de l'eau par osmose inverse de la DART, à Garhi Dopatta, au Pakistan.



Des militaires pakistanais et canadiens, déployés au sein de la DART, s'apprentent à évacuer par hélicoptère un jeune garçon souffrant d'une fracture à la jambe. La scène se déroule à Palhot Bala, village de montagne éloigné, au Pakistan.

capitaine Regan a ajouté que les gens de la région ont commencé à rebâtir leurs maisons, leurs villages et leurs vies.

En janvier et février derniers, après le tsunami dans l'océan Indien, une mission de la DART a été dépêchée au Sri Lanka, dans le cadre de l'opération *STRUCTURE*.

Elle y a traité plus de 7 600 patients, produit près de 3,5 millions de litres d'eau potable et permis à plus de 70 000 personnes de franchir un cours d'eau de la région.

Pour en savoir davantage sur la DART au Pakistan, consulter www.forces.gc.ca/site/operations/plateau/index_f.asp.

photos : Sgt Frank Hudec, caméra de combat des Forces canadiennes

Sur des assises solides

Un an après le tsunami qui dévastait plusieurs pays de l'océan Indien le 26 décembre 2004, l'aide du Canada aux régions sinistrées porte ses fruits.

Au lendemain de cette catastrophe provoquée par un tremblement de terre, on estimait à 5 millions le nombre des personnes qui avaient besoin d'aide humanitaire et à 270 000 le nombre de celles qui avaient péri.

Des Canadiens compatissants ont répondu immédiatement et généreusement, faisant don de plus de 213 millions de dollars aux organisations non gouvernementales (ONG) agréées au profit des populations éprouvées; le gouvernement canadien a débloqué une somme équivalente dans le cadre de son programme d'aide aux victimes de la catastrophe, doté d'un budget de 425 millions de dollars pour 5 ans. C'est l'Agence canadienne de développement international qui achemine cette aide par l'intermédiaire d'organisations

internationales, comme le Programme alimentaire mondial, et de 23 ONG canadiennes qui coopèrent avec des partenaires locaux. Plusieurs autres instances gouvernementales sont aussi intervenues, selon leurs compétences respectives.

La contribution financière du Canada a été mise à profit en trois étapes, à savoir les secours, le relèvement ainsi que la reconstruction, qui est déjà en chantier.

À l'étape des secours, les ONG canadiennes et les organisations partenaires ont fourni vivres, médicaments, fournitures de base et accessoires d'urgence, y compris des moustiquaires de lit imprégnées d'insecticide contre le paludisme. Le relèvement a consisté à aménager des abris temporaires, à rétablir l'approvisionnement en eau potable, à répondre aux besoins affectifs des survivants et à leur rendre leurs moyens de subsistance, notamment en leur procurant une formation en administration d'entreprise. Dorénavant, des programmes de reconstruction

remettent les infrastructures en état, érigent des logements permanents, restaurent des administrations locales et fournissent crédit, formation et autres services aux entreprises, les citoyens participant à toutes ces activités.

On trouvera de plus amples informations sur le 1^{er} anniversaire de la catastrophe et sur la contribution d'organismes canadiens aux secours, au redressement et à la reconstruction dans diverses collectivités éprouvées par le tsunami à www.acdi-cida.gc.ca/canadatsunami-f.



Dans le village de Baroh Blang Me, en Indonésie, le maître charpentier Muchsin surveille attentivement un apprenti à l'œuvre. Muchsin, dont l'atelier a été détruit par le tsunami, pourra acheter du nouveau matériel et relancer son entreprise grâce à une subvention.

photo : Benoît Aquin / ACIDI-CIDA



Aidez-nous à tenir nos dossiers à jour. Si vous déménagez, recevez plus d'un exemplaire de *Canada — Regard sur le monde* ou souhaitez annuler votre abonnement, faites les corrections voulues en lettres moulées sur votre étiquette d'adresse et retournez-la-nous.

Vous pouvez nous communiquer les changements par télécopieur au (613) 992-5791, par courriel à canada-magazine@international.gc.ca ou par la poste à *Canada — Regard sur le monde*, Affaires étrangères Canada, 125, promenade Sussex, BCS C-2, Ottawa (Ontario) K1A 0G2.

Bureau de poste : Prière de retourner cet envoi à l'adresse ci-dessus s'il ne peut pas être livré.

Chroniques cubaines

« Chroniqueuse de paysages culturels », Elaine Ling a trouvé un sujet en or à Cuba.

Née à Hong Kong et immigrée au Canada à l'âge de neuf ans, Elaine Ling est médecin et photographe, partageant son temps entre les deux professions, et voyageuse infatigable « attirée par les confins déserts et mythiques de la terre ». Elle a travaillé comme médecin, entre autres, au Népal, à Abu Dhabi et dans l'Est et l'Ouest de l'Arctique canadien, photographiant déserts, familles nomades isolées et ruines.

À Cuba, dit-elle, « cette île prise entre la gloire de l'Ancien Monde et le délabrement de l'époque actuelle », elle a trouvé « un paysage urbain qui évoque une lutte entre la vie au quotidien et les forces lentes de la nature ». Parcourant les rues, armée de son appareil photo, répondant aux invitations des gens, elle a saisi en noir et blanc des sanctuaires domestiques, des icônes communistes, des reliques de splendeurs passées, des nymphes sculpturales et des jardins figés dans le temps.

M^{me} Ling a exposé dans toutes les parties du monde et dans toute l'Amérique latine ces images classées en quatre chapitres : architecture, intérieurs, religion et jardins.

L'artiste a trouvé à Cuba un pays en métamorphose. Une « nouvelle énergie tangible », selon elle, a déjà reconstruit ou restauré certains des édifices en ruine qu'elle avait photographiés à peine quelques mois plus tôt.

Pour voir d'autres photographies d'Elaine Ling, visiter www.elaineling.com.

Architecture : *Miroir au grand escalier*



Intérieurs : *Fauteuil de grand-mère*



Religion : *Sanctuaire familial de sainte Thérèse*



Jardins : *Jardin de danse*

